

MANIFESTE DU VII^e RENCONTRE D'ÉTAT DE REDES CRISTIANAS (Réseaux chrétiens)

Madrid 24 octobre 2021

Les 23 et 24 octobre, nous avons tenu la VII^e Rencontre d'État de Redes Cristianas, au cours de laquelle nous avons réfléchi à notre engagement social dans cette situation post-pandémique et à la réforme de l'Église. Dans les deux cas, afin de contribuer à un changement réel qui améliore la qualité de vie des personnes et des groupes les plus touchés par la crise sanitaire et socio-économique et qui place la communauté des croyants au niveau le plus approprié pour s'impliquer dans la transformation sociale et dans la construction d'un nouveau modèle économique qui respecte la nature et place la vie au centre pour corriger la dérive du système capitaliste ; un modèle qui génère l'inégalité et la pauvreté et qui détruit la planète, imposant un futur inhumain et catastrophique.

Dans ce sens, nous déclarons :

1. Nous comprenons que **le respect de la nature et le soin de la terre** sont des éléments fondamentaux pour affronter, bien que tardivement, une nouvelle ère, où la lutte contre le changement climatique et en faveur de la bio-diversité représente un horizon indépassable pour construire une nouvelle réalité planétaire, qui protège une humanité fragile, comme la pandémie nous l'a montré dans son visage le plus dur.
2. Nous considérons que les pouvoirs publics, mais aussi d'autres organismes sociaux, doivent s'engager fermement à **corriger les abus du système économique capitaliste dominant**, qui endommagent l'environnement et exploitent les personnes. À cette fin, il est essentiel que les majorités sociales soient responsabilisées et disposent d'une capacité suffisante pour influencer les politiques réelles grâce à leur pression et à leur initiative citoyenne démocratique, qui sert de contrepoids aux pouvoirs en place, qui fuient tout contrôle public et populaire.
3. Nous pensons que l'expérience douloureuse de la pandémie, avec une perte colossale de vies humaines, surtout parmi les groupes les plus vulnérables comme les personnes âgées dans les maisons de retraite, nous montre clairement que l'existence d'un **système de santé publique bien équipé et efficace** est une nécessité fondamentale pour garantir des soins de qualité, humanisés et compétents, afin de relever un défi aussi colossal que celui de Covid-19.
4. Nous pensons que, face à l'inégalité et à la pauvreté existantes, même dans notre premier monde, il est essentiel d'avoir un critère de **solidarité radicale** qui influence les politiques et les relations sociales et humaines, non seulement avec un concept de bien-être, mais comme une impulsion pour des propositions matérielles qui transforment les projets sociaux pour promouvoir un changement de modèle basé sur les droits de l'homme et la justice sociale. Sur cette question, nous approuvons de tout cœur le discours social du pape François, qui vient d'appeler à un salaire universel pour assurer une vie digne à toutes les populations, un extrême qui rejoint pleinement notre option pour un revenu de base universel ou, le cas échéant, tout instrument efficace qui garantit le droit à la subsistance pour tous les êtres humains, indépendamment de toute condition.
5. Nous soutenons la transformation sociale **vers un nouveau système économique**, car aucune mesure palliative ne sera suffisante si la racine du système ne change pas, bien que nous ne renoncions pas aux changements graduels s'ils rendent viables les objectifs sociaux les plus souhaités tels que l'accès à un emploi décent, un logement adéquat, des services publics solvables, une éducation de qualité pour toute la population, etc. En outre, nous demandons, en outre, nous exigeons des **politiques migratoires inclusives** qui respectent la dignité humaine, ainsi que l'accueil des demandeurs d'asile et des réfugiés dans des conditions humanitaires adaptées à leur situation de besoin.
6. Nous percevons **le rôle pertinent des femmes** dans le changement social auquel nous aspirons. Leur autonomisation conduit à un changement de paradigme essentiel. Nous sommes également certains que leur leadership croissant contribuera à un état de fait différent, où les soins deviennent la mesure fondamentale de l'action collective, facilitant une évaluation objective de leur importance sociale et économique. Ce n'est qu'à travers l'articulation d'un système de soins puissant, avec son contingent d'emplois et ses ressources, qu'il

sera une véritable torpille pour le néolibéralisme régnant, de sorte que tôt ou tard nous surmonterons ensemble le fléau que François a également dénoncé : "Le néolibéralisme tue".

7. Nous pressentons que **le mouvement des femmes jouera également un rôle clé** dans le profond renouvellement de l'Église, malgré le fait que, dans ce domaine, l'évolution de l'institution est inexplicablement lente et gravement discriminatoire. Mais il ne fait aucun doute que nos communautés et groupes d'hommes et de femmes chrétiens de la base peuvent donner un témoignage stratégique pour explorer ce changement essentiel afin que l'intercommunication avec la société d'aujourd'hui soit cohérente et constructive. Nous ne pouvons pas comprendre comment l'Église ouvre la voie à l'espoir dans des domaines tels que l'environnement ou la justice sociale, alors qu'elle ferme toutes les portes à l'égalité et au respect des droits fondamentaux des femmes.

8. Nous rejetons fermement le casier judiciaire de tant de religieux et de prêtres impliqués dans des **crimes de pédophilie**. Nous sommes conscients de l'énorme permissivité et de la dissimulation que de nombreuses autorités ecclésiastiques ont pratiquées à cet égard. En particulier, nous affirmons que l'Église catholique espagnole a fait preuve d'un laxisme intolérable dans cette affaire, que le Vatican doit corriger immédiatement et que même les autorités civiles doivent clarifier avec toutes les conséquences.

9. En tant que membres de l'Église espagnole, nous avons honte du **phénomène de l'immatriculation** ecclésiastique des biens publics par l'Église. Nous considérons qu'il s'agit d'un véritable vol des biens communs et de l'État lui-même, et nous exigeons une intervention urgente et efficace du gouvernement pour défendre et rendre au peuple ce qui appartient à tous les citoyens. À partir de là, nous demandons à la hiérarchie catholique espagnole elle-même de rectifier rapidement et en toute transparence et de restituer à l'État les biens historico-culturels immatriculés et de rectifier cette grave déviation juridique et morale, contraire à toute exemplarité chrétienne et éthique. Quoi qu'il en soit, étant donné la gravité de cette question, nous proposons de convoquer une réunion ou une Assemblée générale au cours de l'année 2022, ouverte à tous les mouvements, communautés et groupes de base de l'Église dans notre pays, afin d'aborder aussi bien la question des immatriculations que d'autres particulièrement intéressantes pour pousser au changement des structures de l'Église (autofinancement, par exemple), vers une communauté de croyants libres et engagés envers leur peuple.

10. Nous saluons le processus synodal initié par François en ces jours et nous avons décidé, en tant que Redes Cristianas, d'envoyer au Secrétariat du Synode notre proposition d'"une Église possible", forgée dans plus d'un demi-siècle d'expérience.

Traduit avec www.DeepL.com/Translator (version gratuite)